

## **IL FAUT RENFORCER LES MOYENS ET LES MISSIONS DE L'ADMINISTRATION DE PROTECTION DES CONSOMMATRICES ET CONSOMMATEURS**

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) et le Service commun des laboratoires (SCL,) en charge des analyses de prélèvements, sont régulièrement mis en avant par les pouvoirs publics en particulier à l'occasion de scandales portant atteinte à la sécurité des personnes. Ces services sont souvent « utilisés » pour donner aux consommateurs et consommatrices l'assurance que l'Etat veille à leur protection, au quotidien, que ce soit sur la chaîne alimentaire ou autre.

Pourtant, la DGCCRF a vu son organisation démantelée à l'occasion de la RéATE. Cette remise en cause est amplifiée avec le nouveau schéma de l'organisation territoriale de l'Etat ou OTE. Ces réformes visent à mettre fin à une administration garantissant une unicité de traitement sur le territoire national (et donc l'égalité de traitement qui va avec).

En parallèle, les effectifs sont en baisse constante, comme le traduisent les différents projets de loi de finances. 2018 : 3012 équivalents temps plein travaillé (ETPT) ;2019 : 2959 ETPT ;2020 : 2838 ETPT (-121 sur 1 an, -174 sur 2 ans).

SOLIDAIRES CCRF & SCL, premier syndicat de la DGCCRF, ne peut qu'aller dans le sens de Guillaume Garrot, ancien ministre délégué de l'agroalimentaire, président du Conseil National de l'Alimentation, lorsqu'il déclare (suite à l'information sur la présence de corps étrangers dans des purées) au micro de France info, ce 25 octobre 2019, que les agents de la DGCCRF ne sont pas assez nombreux, et que les députés socialistes viennent de déposer un amendement visant à obtenir une centaine d'emplois supplémentaires pour la DGCCRF en 2020.

Pourtant, l'actualité du contrôle de la chaîne alimentaire est également brûlante en raison de la sortie imminente d'un rapport des inspections générales (Finances, Agriculture, Intérieur, Santé) sur la sécurité sanitaire des aliments. Force est de constater que le discours de Guillaume Garrot sur « *l'unité de commandement* » vient à point nommé... pour défendre la vision du ministère de l'Agriculture qui souhaite récupérer tout ce secteur, quand Bercy reste étrangement passif sur le sujet. Derrière cette guerre en coulisse, c'est ni plus ni moins que la fin des contrôles alimentaires par la DGCCRF qui est en jeu, avec une OPA inamicale du ministère de l'Agriculture sur les missions et les emplois d'une administration, la DGCCRF.

C'est pourquoi SOLIDAIRES CCRF & SCL rappelle son opposition aux privatisations, externalisations et délégation de service public pour des missions d'intérêt général, mais aussi aux éventuels transferts d'emploi et de missions de cette administration de contrôles qu'est la DGCCRF.

SOLIDAIRES CCRF & SCL dénonce aussi la démagogie consistant à faire porter la responsabilité aux services de l'Etat en cas de crise ou de scandale, alors que la législation a transféré cette responsabilité aux opérateurs en contrepartie de la réalisation d'autocontrôles. Or les crises et les scandales sont générés par des logiques financières et comptables qui font passer les intérêts économiques avant la santé et la sécurité des consommateurs et consommatrices, et non par une volonté délibérée de mettre en danger la vie d'autrui.

**EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE, PRIORITE DOIT ETRE DONNEE AUX DROITS DES CONSOMMATEURS ET DES CONSOMMATRICES SUR LES ENJEUX FINANCIERS !  
DEFENSE DU SERVICE PUBLIC DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS ET DES CONSOMMATRICES !**

Contacts : Emmanuel Paillusson 06.66.28.91.92/ Roland GIRERD 06.89.56.20.69